

Dans la poursuite de l'important objectif qui consiste à élargir, resserrer et intensifier les sanctions du Commonwealth, les ministres se pencheront sur le suivi des décisions qu'ils avaient prises à Toronto et étudieront, en particulier, la possibilité de renforcer l'embargo onusien sur les armements imposé à l'encontre de l'Afrique du Sud. Ils examineront en outre les efforts déployés en vue d'établir une présence du Commonwealth en Afrique du Sud, ainsi que les initiatives visant à contrer la censure et la propagande sud-africaines.

A Vancouver, les Chefs de gouvernement ont convenu de la nécessité de "renforcer la capacité des voisins de l'Afrique du Sud de résister à la politique de déstabilisation et de destruction menée par Pretoria" et se sont engagés à contribuer à mettre un terme à l'apartheid, à renforcer la sécurité des pays voisins de l'Afrique du Sud et à faire avancer la cause de la liberté et de l'indépendance dans la région. Comme lors de ses précédentes rencontres, le Comité a décidé d'accorder la place d'honneur à son ordre du jour à une question déterminée. Il s'agira cette fois de la déstabilisation, compte tenu du lieu de la réunion et de la situation particulière des États de la ligne de front.

Les ministres discuteront de l'assistance apportée par le Commonwealth aux États de la région, et notamment de l'aide au développement et des mesures visant à promouvoir les échanges commerciaux et les investissements avec et entre les pays d'Afrique australe. Au nombre des sujets de discussion importants figureront également la situation en Namibie et les développements liés à la mise en oeuvre du plan de règlement des Nations Unies pour ce territoire.